



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : A. JAULIAC

☎ : 04.76.60.33.25

📠 : 04.76.60.32.57

ARRETE

DE MISE EN DEMEURE

N° 2010- 09445

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société BECTON DICKINSON sur son site situé 11 rue Aristide Bergès sur la commune de Pont-de-Claix, et notamment l'arrêté du Préfet de l'Isère n°2007-04053 du 2 mai 2007 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en date du 4 novembre 2010, réalisé à la suite d'une visite d'inspection courante effectuée le 14 octobre 2010 sur le site ;

CONSIDERANT que lors de sa visite l'inspecteur des installations classées a constaté des non conformités avec les dispositions de l'article 2.3.2. de l'arrêté préfectoral n°2007-04053 du 2 mai 2007 ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société BECTON DICKINSON est mise en demeure de justifier, avant le 31 mars 2011, du respect de l'article 2.3.2. de l'arrêté préfectoral n°2007-04053 du 2 mai 2007 (respect des valeurs limites en oxyde d'éthylène en sortie de l'oxydateur catalytique) applicable à son site situé 11 rue Aristide Bergès sur la commune de Pont-de-Claix.

Elle doit mettre en place immédiatement le suivi en continu du flux d'oxyde d'éthylène rejeté.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de Pont-de-Claix et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BECTON DICKINSON.

Fait à Grenoble, le

15 NOV. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

François LOBIT